

LE NOUVEL ECLAT DE L'ÉTOILE ROUGE : LA TRANSFORMATION DE LA PUISSANCE DURE DE LA RUSSIE

PAR

ROGER N. MCDERMOTT (*)

Les vingt années suivant l'effondrement de l'Union soviétique ont vu l'échec de nombreuses tentatives de réforme de l'armée. Aujourd'hui, les forces armées conventionnelles de la Russie ne sont plus que le pâle reflet de leur prédécesseur de la période soviétique. Souvent, les tentatives de réforme ont été victimes de l'inertie des institutions, reléguées au rang d'expériences à portée limitée, ou ont simplement échoué à représenter de réels progrès lors de leur mise en œuvre. Cependant, les petites guerres que la Russie a connues, de sa première intervention en Tchétchénie (1994-1996) à la guerre des Cinq jours contre la Géorgie en août 2008, ont toutes présenté des défis opérationnels pour les forces russes traditionnelles et ont montré aux dirigeants politiques et militaires les difficultés de ces structures à répondre aux demandes de tels conflits (1). La puissance militaire de la Russie a été restreinte par le maintien d'un système conçu pour mener une guerre de grande ampleur contre l'Europe, guerre qui n'a jamais eu lieu. Le déclin des capacités et de préparation au combat semble contredire les aspirations élevées de l'élite sécuritaire russe et ses prétentions à un statut de grande puissance. Aujourd'hui, l'analyse des niveaux de capacités et de préparation en Occident comme en Russie s'effectue parfois dans un esprit frôlant le mysticisme, s'appuyant souvent sur le dicton : «*l'armée n'est jamais aussi forte qu'elle le prétend, mais jamais aussi faible qu'elle n'y paraît.*» (2)

Des relents des tendances de la Guerre froide à exagérer la puissance militaire de la Russie subsistent encore dans les analyses contemporaines. Pour certains Etats frontaliers, tout effort d'amélioration de l'armée russe est considéré avec inquiétude (3). De même, ceux qui sont conscients de la futi-

(*) Senior International Fellow au Foreign Military Studies Office de Fort Leavenworth (Kansas, Etats-Unis) et analyste senior associé à l'Institut danois d'études internationales (Copenhague, Danemark).

(1) Carolina VENDIL-PALLIN / Fredrik WESTERLUND, «Russia's war in Georgia: lessons and consequences», *Small Wars & Insurgencies*, vol. XX, n° 2, 2009, pp. 400-424.

(2) Oleg VLADYKIN, «1 848 hours and you are a Soldier», *Nezavisimoye Voyennoye Obozreniye*, 1^{er} juil. 2011, disponible sur le site Internet nvo.ng.ru/realty/2011-07-01/1_soldier.html; Richard WEITZ, «The state of the Russian military», *RIA Novosti*, 27 mai 2011.

(3) Cf. US Department of Defense, *Soviet Military Power*, Washington, 1983. La tendance à exagérer la puissance militaire russe a resurgi dans un rapport publié par l'Université nationale de défense de la Finlande, «Russian politico-military development and Finland», sept. 2011.

lité des campagnes de réforme d'hier se demandent avec scepticisme si cette nouvelle tentative évitera les mêmes écueils. Néanmoins, contrairement aux tentatives précédentes de mettre en œuvre des réformes dans les forces armées russes, les projets de transformation et de modernisation en profondeur des forces armées traditionnelles, d'abord évoqués par les dirigeants à Moscou en septembre et en octobre 2008, ont été concrétisés.

Dans son essence, cette réforme ôtait le cœur même des forces traditionnelles soviétiques en abandonnant le principe de mobilisation de masse – concept encore d'actualité en 2008 – et ses unités cadre ou squelette, pour les remplacer par des brigades en «état de préparation permanente», constituées d'officiers et de soldats convenablement formés. Il semblait relativement simple de mettre en œuvre cette réorganisation structurelle, surtout concernant la transition d'un système fondé sur les divisions vers une nouvelle structure centrée sur les brigades. Toutefois, des défis plus profonds sur le long terme, touchant aux problèmes des mentalités et de la culture militaire, y compris de la corruption et des abus de fonction liés au corps des officiers, se sont avérés considérablement plus délicats, pour un ministère de la Défense sans autre expérience de la planification ou de la direction d'une telle réforme du système.

Nous examinerons dans cet article la nature du chaos qui en a résulté dans la planification, les conséquences négatives de la réforme sur les officiers et les problèmes liés aux effectifs, visiblement sous-estimés par les dirigeants du ministère de la Défense. En ce qui concerne les questions du déploiement, des changements de commandement et de contrôle (C²), ainsi que les limites des projets d'approvisionnement sur dix ans, qui sont d'une ambition phénoménale, nous chercherons également à remettre en question l'idée selon laquelle les forces conventionnelles de Russie peuvent représenter une «menace» accrue pour l'Europe ou ses proches voisins (4).

LA REFORTE DE LA RÉFORME : LE NOUVEAU VISAGE DE L'ARMÉE RUSSE

Si la réforme a été lancée si vite après la guerre des Cinq jours, il devait sans aucun doute y avoir une certaine préparation préalable. Cela n'augure pas pour autant de sa qualité.

Les premières déclarations officielles la présentant indiquaient de vastes projets et certains objectifs spécifiques, mais il fallait un talent de dentellière pour dénouer les fils et obtenir un tableau d'ensemble des intentions

(4) Pour plus de détails, cf. Roger N. McDERMOTT, *The Reform of Russia's Conventional Armed Forces : Problems, Challenges and Policy Implications*, The Jamestown Foundation, Washington, 2011; Pavel BAEV, «Military reform against heavy odds», in Anders ASLUND / Serguei GURIEV / Andrew KUCHINS (dir.), *Russia After the Global Economic Crisis*, Peterson Institute for International Economics / The Center for Strategic and International Studies / The New Economic School, 2010, pp. 169-186.

du ministère de la Défense. Le président Dmitri Medvedev tenta d'en tracer les grandes lignes au cours de sa visite de l'unité de formation de Donguz à Orenburg, le 26 septembre 2008. Auparavant, il avait déjà approuvé le document *Perspektivny oblik Vooruzhennykh Sil RF i pervoocherednye mery po ego formirovaniu na 2009-2020 gody* («Perspectives des forces armées de la Fédération de Russie et priorités relatives à sa création pour la période 2009-2020»). Cependant, le résumé présidentiel de la réforme à venir, qu'il reliait à la guerre récente avec la Géorgie en arguant du fait que des conflits futurs pourraient survenir à l'improviste, ne constituait aucunement une déclaration d'intention complète. D. Medvedev déclara aux commandants des quartiers militaires que cinq actions seraient déterminantes pour les capacités à venir des forces armées : améliorer la structure de l'organisation en transformant les divisions en brigades et abandonner le principe de «mobilisation de masse» pour adopter plutôt un statut de «préparation permanente»; améliorer le C², y compris en réduisant à trois le nombre de niveaux de hiérarchie (commandement associé/division-armée-brigade); réformer le système de formation du personnel ainsi que le système d'éducation militaire; équiper les forces armées des armes et équipements de haute technologie les plus récents afin de promouvoir la supériorité des forces aériennes; effectuer des frappes de précision sur les cibles terrestres et maritimes et garantir le déploiement des forces opérationnelles; et, enfin, améliorer la qualité de vie du personnel militaire en augmentant substantiellement les salaires et en offrant une gamme plus large de forfaits d'aide sociale (5).

Le 14 octobre 2008, le ministre de la Défense Anatoliy Serdyukov est entré davantage dans les détails, bien que, là encore, des zones d'ombre subsistaient après son discours. Après un *briefing* lors d'une séance privée du collège du ministère, A. Serdyukov a débattu de la réforme avec un groupe de journalistes triés sur le volet et s'est exprimé pendant quelques minutes sur Zvezda TV. Il a déclaré que l'initiative donnerait un «nouveau visage» à l'armée, ce qui impliquerait d'accélérer la réduction des effectifs globaux à «un million» et de passer ainsi de 355 000 postes d'officiers à 150 000, d'accroître le nombre d'officiers subalternes, d'effectuer des coupes sombres dans le personnel de l'administration centrale du ministère de la Défense, d'abolir la mobilisation de masse et les divisions pour former des brigades toujours prêtes à intervenir, de passer à une structure de commandement à trois niveaux, de réduire fortement le nombre d'unités, surtout dans les forces terrestres, et enfin de réformer l'éducation militaire. Les forces de missiles stratégiques (*Raketnyye Voyska Strategicheskogo Naznacheniya* – RVSN) seraient, dans l'ensemble, maintenues en l'état, tandis que

(5) Viktor BARANETS, «The army will be getting the latest weapons and lodgings and will be rid of hazing : Dmitry Medvedev has formulated five principles of development of the armed forces», *Komsomolskaya Pravda*, 1^{er} oct. 2008; Nikolay POROSKOV, «Military arrangements», *Vremya Novostny*, 8 oct. 2008.

certaines modifications dans l'organisation étaient envisagées pour les forces aériennes – bien que préservant le système reposant sur les divisions de la *Vozdushno Desantnye Voiska* (VDV) (6).

Les analystes russes et occidentaux ont souligné la nature ambitieuse de la réforme, peut-être la plus radicale en Russie depuis les années 1860, tandis que des divergences se faisaient jour sur l'énormité des défis à venir ou ses chances de succès. L'analyste américain Dale Herspring identifiait ainsi les tâches critiques : la Russie doit surmonter son infériorité technologique, apprendre à déléguer l'autorité, trouver un moyen d'éliminer la corruption omniprésente et de rendre l'armée attractive aux yeux des jeunes Russes, faute de quoi le pays sera confronté au risque de répéter sa performance désastreuse dans la guerre de 2008 contre la Géorgie – mais la prochaine fois, les conséquences pourraient être bien pires (7).

Les analystes militaires russes ont noté à l'automne 2008 que la réforme avait été débattue et conçue en secret, sans grand effort d'explication de ces initiatives au public ou au cœur de l'électorat, le personnel militaire en fonction. Diverses publications militaires ont tenté de tracer une vision élargie de la nature précise de la réforme et de montrer pourquoi celle-là était nécessaire. Il apparaît clairement qu'à ce stade il n'y avait pas de «grande stratégie» clairement élaborée.

Au début de la réforme, les politiciens ont adapté le programme pour pouvoir improviser quand cela leur convenait. Une grande partie de la polémique s'est ciblée sur les projets de réduction des corps d'officiers, dont la justification était qu'ils permettaient de rationaliser les unités et de s'éloigner de la nature traditionnellement lourde de ces structures. A. Serdyukov proposait une structure pyramidale, avec des coupes sombres dans le nombre de colonels. Pour le plus clair de la réforme, le ministre de la Défense a eu le soutien indéfectible du chef de l'état-major, le général Nikolaï Makarov, qui avait noté que, lorsque la guerre avait éclaté en Ossétie du Sud, l'état-major avait peiné à trouver des officiers capables de commander : bon nombre d'entre eux n'avaient «dirigé» que des unités cadres et manquaient d'expérience réelle du commandement. La campagne de relations publiques qui a suivi souligna que le ministre de la Défense avait soigneusement examiné les armées étrangères et décidé que le corps des officiers devrait être réduit à 15 % du total des effectifs (8).

Les déclarations officielles concernant les objectifs de la réforme en cours divergèrent souvent du tout au tout pendant les trois premières années de

(6) «Russian Defense minister announces overhaul of the armed forces structure», *Zvezda* Television, 14 oct. 2008.

(7) Dale HERSPRING, «Is military reform in Russia for 'real'? Yes, but...», in S. BLANK / R. WEITZ (dir.), *The Russian Military Today and Tomorrow : Essays in Memory of Mary Fitzgerald*, US Army War College Strategic Studies Institute, Carlisle PA, p. 151.

(8) «Press conference by First Deputy Defense Minister, Chief of General Staff Army-General Nikolai Makarov», *Kommersant-Vlast*, 16 juil. 2009.

sa mise en œuvre. Ainsi, D. Medvedev expliquait différemment les caractéristiques principales de la réforme selon son public et le moment de son intervention. Dans son discours du 11 mars 2011, les «*cing premières tâches-clefs*» étaient sensiblement différentes de leur première présentation et semblaient comporter des objectifs d'approvisionnement militaire – visant l'obtention de 70 % des nouvelles armes et des nouveaux équipements à l'horizon 2020 –, un C² amélioré et commun, le développement d'un système de défense antimissiles balistiques unifié, l'amélioration de la sécurité aux frontières, surtout dans l'Extrême-Orient russe – en dépit des défis de sécurité permanents aux frontières, résultant des questions liées à l'Afghanistan –, et l'amélioration des corps d'officiers (9).

N. Makarov fit lui aussi preuve d'une certaine instabilité, particulièrement sur la question des militaires sous contrat et des effectifs. Le commandant en chef (CenC) des Forces terrestres, le colonel-général Aleksandr Postnikov, a suggéré que la réduction des corps d'officiers ne devrait pas s'arrêter à 15 %, mais continuer jusqu'à 9 %, montrant peu de considération pour les 60 000 officiers concernés. Encore plus remarquable, A. Serdyukov a démontré ses capacités à laisser la raison de côté lorsqu'il expliqua les objectifs de la réforme : le ministre de la Défense a ainsi expliqué qu'aucun officier ne serait renvoyé, mais seulement que le nombre de postes serait diminué, tout en déclarant par la suite que la réduction d'emplois était terminée en avance sur le programme. Si A. Serdyukov n'avait qu'une compréhension tenue d'un éventuel programme, il avait aussi fait comprendre à des commandants de brigade en décembre 2010 que leur avis était nécessaire, car il pourrait être nécessaire à l'avenir d'«*ajuster l'ensemble du programme sur les réformes militaires*» (10).

La réforme en tant que telle s'avérait conceptuellement insaisissable, manquait de cohérence et reflétait parfois une planification chaotique et médiocre. Il est en particulier possible de discerner certaines faiblesses fondamentales sur les questions d'effectif, ainsi que sur le thème permanent de l'amélioration de C² et, surtout, sur l'objectif d'introduire un nouveau système C² automatisé, alors que l'Etat tente de développer des approches de la guerre centrées sur le réseau, tout en essayant plus vaguement d'améliorer la capacité de combat – augmentation de la quantité d'équipements et d'armes modernes de 70 % à l'horizon 2020 – et la préparation au combat – largement fondée sur les niveaux de préparation des brigades.

Avant d'examiner de plus près les projets du C² et les faiblesses des effectifs, il convient de remarquer que les planificateurs de la réforme ont sous-estimé l'étendue du défi qu'il y a à entreprendre de telles transformations

(9) «Expanded meeting of the Defence Ministry Board», 18 mars 2011, disponible sur le site Internet www.kremlin.ru.

(10) «Transcript of meeting with participants in the Assembly of officers commanding force groupings of the armed forces», 25 nov. 2010, disponible sur le site Internet de la présidence kremlin.ru/transcripts/9609.

et modernisations du système et qu'ils n'ont développé aucun programme ou mécanismes d'évaluation d'avancement clairement définis.

Si on reprend les cinq objectifs d'origine de D. Medvedev pour mesurer son avancement, la réforme a déjà échoué. Les effectifs des brigades ne sont pas au complet, sont composés de conscrits n'ayant pas reçu de formation adéquate, de militaires sous contrat soumis à des normes insuffisantes et d'un corps d'officiers non réformé. Le C² a été simplifié dans sa hiérarchie, mais manque encore d'équipements modernes, numériques et en réseau, ainsi que de personnel formé à l'emploi d'un tel système sophistiqué. La formation et l'enseignement n'ont été améliorés que de manière superficielle et cette amélioration se voit mitigée par la présence d'un grand nombre de conscrits dans les unités, accomplissant leur service de douze mois avant de quitter les unités en masse deux fois par an. Malgré le très ambitieux programme de modernisation, la part de moderne ou de «nouveau» dans le tableau d'organisation et d'équipement (TOE) n'a atteint que les 12 % en 2011 et il existe des signes avant-coureurs que l'objectif de 70 % pour l'avenir soit inatteignable, principalement à cause des capacités faibles et inchangées de l'industrie nationale de la défense. En outre, malgré la promesse d'une amélioration substantielle du salaire et des pensions allouées aux militaires au 1^{er} janvier 2011, le service militaire reste très impopulaire dans la société russe. Pour les sceptiques de la réforme, la décision, en février 2011, de suspendre la réduction des postes d'officiers et de remettre le chiffre-cible de leur nombre dans le TOE de 150 000 à 220 000 a marqué la fin de la réforme telle qu'elle était envisagée fin 2008 (11).

Bien sûr, malgré les aspects en apparence contradictoires de la transformation des forces armées conventionnelles, des thèmes comme le C², la réforme des corps d'officiers et l'élaboration d'un programme de formation pour encourager le développement d'un cadre entièrement nouveau de sous-officiers a fluctué pendant les trois premières années autour d'un paradigme pour l'avenir, consistant en la création de forces plus petites, plus flexibles, mobiles et létales, capables de répondre à un conflit qui éclaterait soudainement aux frontières de la Russie. Cependant, ces aspects du programme de la réforme s'enracinaient souvent davantage dans des aspirations politiques que dans une planification systématique et détaillée s'appuyant sur des ressources suffisantes.

(11) «Russian Pundit dismisses Medvedev's proposal to increase number of officers», *Ekho Moskvy*, 2 fév. 2011.

COMMANDEMENT, CONTRÔLE
ET PANACÉE DE L'AUTOMATISATION

Avec beaucoup de retard, la rénovation prévue des six circonscriptions militaires (CM) existantes fut annoncée en avril 2010. Le système de remplacement, quant à lui, fut mis à l'essai au cours de l'exercice stratégique opérationnel Vostok 2010. La structure C² simplifiée à trois niveaux fut donc mise à l'épreuve en juin 2010, avec pour objectif déclaré la formation de quatre nouvelles circonscriptions militaires/nouveaux commandements stratégiques (*obyedinennyye strategicheskoye komandovanie*, OSK) d'ici au 1^{er} décembre 2010. Les nouvelles circonscriptions/nouveaux commandements étaient formés sur quatre axes stratégiques : l'Ouest (quartier général à Saint-Pétersbourg), l'Est (quartier général à Khabarovsk), le Centre (Iekaterinbourg) et le Sud (Rostov-sur-le-Don). Le CM/OSK de l'Ouest était fondé sur les CM de Moscou et de Leningrad, le CM/OSK du Centre incluait la partie occidentale du CM sibérien et des CM Volga-Oural, tandis que le CM/OSK du Sud fusionnait le CM du Caucase du Nord, la flotte de la mer Noire et la flottille de la mer Caspienne (12).

En temps de paix, ces commandements auraient fonctionné comme des CM et seraient devenus des OSK pendant les opérations militaires. Les éléments de haut commandement des forces terrestres, des forces aériennes, des forces de défense aérienne ainsi que de la marine seraient devenus des sous-unités structurelles de l'état-major et le processus de commandement aurait été simplifié grâce à la réduction du nombre d'étapes traversées par les ordres de seize à quatre.

Le général Makarov a noté que les commandants des OSK auraient une responsabilité bien plus grande : *« nous proposerons la création, sur la base des six CM, de quatre OSK dont les commandants seraient responsables de tous les effectifs et des ressources déployées dans leurs zones, y compris la marine, les forces aériennes et les forces de défense aérienne. En outre, ces forces seront directement, et non opérationnellement, subordonnées aux commandants. »* Ce changement était justifié en partie par le placement de toutes les formations militaires et de sécurité de ces territoires sous un commandement unique. En théorie, donc, au cours des opérations, de telles formations s'étendant aux ministères de l'Intérieur et des Urgences ou au Service fédéral de sécurité seraient subordonnées à l'OSK. En septembre 2011, l'exercice opérationnel et stratégique Tsentr 2011 répétait et affinait une telle coordination inter-agences, qui soulevait des problèmes particuliers puisque ces structures utilisaient souvent des systèmes de communication bien différents. VDV continuait à être subordonné au Commandement général et on spéculait même que les actifs aériens et spatiaux pourraient

(12) Grigoriy Maslov, « They Will Divide the Russian Armed Forces by the Compass, » www.infox.ru, 30 April, 2010.

être réunifiés à l'avenir dans un cinquième OSK. Cependant, la réforme des commandements avait déjà fait l'objet de longues discussions et, dans sa forme finale, présentait des ressemblances remarquables avec le système majeur de commandement de l'armée des États-Unis (MACOM), ce qui a désarçonné certains commentateurs, car le modèle américain est fondé sur la conduite d'opérations internationales, tandis que les commandements russes se cibleraient nécessairement sur une projection limitée de leur puissance dans les alentours de la Russie (13).

Cette refonte et cette simplification des structures de commandement faisait partie de la réforme plus difficile du C². Non seulement les faiblesses opérationnelles graves du C² avaient été exposées lors de la guerre des Cinq jours, mais les dirigeants politiques et militaires avaient promis à plusieurs reprises de le révolutionner. A un certain niveau, cela reflétait presque la tendance de D. Medvedev à se donner l'image d'un Président progressiste au fait des dernières technologies, parlant constamment d'«*innovation*» et de «*modernisation*». Pour le C², cela signifiait numériser tous les équipements de communication et accélérer l'introduction d'un système automatisé et «unifié» dans l'ensemble des forces armées. Cette stratégie bénéficiait également d'un soutien politique et l'industrie de la défense a été pressée de coopérer avec les commandants à l'achèvement du travail de conception et de la résolution des problèmes techniques afin de faciliter l'introduction du système C² automatisé tant attendu : le Système unifié de commandement et de contrôle au niveau technique (*Yedinaya Sistema Upravleniya v Takticheskom Zvene*, YeSU TZ). En effet, le YeSU TZ fut mis à l'essai lors d'exercices opérationnels et stratégiques dès le début de la réforme, avec divers degrés de succès : Kavkaz, Ladoga, Zapad en 2009, Vostok en 2010. Au cours de Tsentr en 2011, on lui accorda une importance moindre, ce qui suggère des difficultés tenaces avec ses aspects techniques (14).

Curieusement, on a vanté le caractère «unifié» du système automatisé : les membres du gouvernement l'ont souvent présenté comme une panacée qui garantirait des améliorations immédiates dans la vitesse de la prise de décision et qui améliorerait le C², tout en marquant une étape importante dans le long chemin vers le développement de capacités de guerre centrées sur le réseau. Néanmoins, le VDV disposait à l'évidence de la fabrication d'un système alternatif, intégrant leur Polet-K existant avec un système C² automatisé Andromeda-D. En 2011, l'Andromeda-D a été introduit de manière

(13) «Russian army to form four strategic commands», Interfax, 29 avr. 2010; Viktor LITOVKIN, «Parade of reforms shows no sign of breaking : Russian army proceeds to new stage of modernization», *Nezavisimoye Voyennoye Obozreniye*, 14 mai 2010, disponible sur le site Internet nvo.ng.ru/realty/2010-05-14/1_parad.html; «Organization of Russia's new operational-strategic commands will be over in 2010», Interfax, 11 juin 2010.

(14) Victor LITOVKIN, «The examination for the seven test sites», *Nezavisimoye Voyennoye Obozreniye*, 23 sept. 2011, disponible sur le site Internet nvo.ng.ru/realty/2011-09-23/1_exam.html.

expérimentale dans la 76^e division aéroportée à Pskov, avec pour projet d'équiper tout le VDV d'ici 2015.

Le système automatisé mobile/fixe C² est en cours de développement pour le VDV par le NII (Institut de recherche scientifique) Systèmes de communication, de commandement et de contrôle. Ses locaux de production consistent en l'usine de matériel radio Ryazan, l'usine d'équipements télégraphiques Kaluga, Elektroavtomatika OAO (société à capital ouvert, Stavropol) et Volog NPO (association de production scientifique) OAO. Il est monté sur le châssis de transporteurs armés aéroportés d'effectif BTR-D ou de véhicules aéroportés de combat BMD-2 et BMD-4. L'Andromeda-D peut être équipé d'un vaste éventail de matériels de communications visant à transmettre des informations à l'aide de canaux radio traditionnels ou de réseaux à haut débit, et ses concepteurs disent qu'il est également doté d'un système de navigation à l'état de la technique. Le lieutenant-général Nikolai Ignatov, chef des effectifs et premier commandant adjoint du VDV, croit que cela réduira de 50 % le temps consacré à la prise de décision. Néanmoins, ses concepteurs ont signalé que les programmes de formation à l'utilisation du système de devaient durer qu'un an pour garantir des niveaux suffisants, ce qui suggère qu'il y aurait des problèmes profonds à l'utilisation de l'Andromeda-D par des conscrits accomplissant un service de douze mois (15).

Les planificateurs du ministère de la Défense semblent avoir sous-estimé la mesure dans laquelle l'introduction d'une telle technologie entraînerait des révisions supplémentaires de la structure des effectifs. Quand les forces aériennes d'élite seront entièrement équipées de leur propre système C² automatisé, comment les conscrits l'utiliseront-ils ? Y aura-t-il une coexistence de l'ancien et du nouveau système C² ? De même, à quel point l'intégration du système VDV avec le YeSU TZ sera-t-elle fonctionnelle ?

Une fois les problèmes de conception du YeSU TZ enfin résolus, les spécialistes estiment que l'industrie nationale de la défense a la capacité d'équiper cinq brigades par an ; ainsi, après six années consécutives d'introduction du système C² automatisé, plus de la moitié des brigades existantes resteraient non automatisées (16).

Le général Makarov, ainsi que d'autres officiers de premier plan, promeuvent systématiquement le C² automatisé et l'adoption d'une tactique de guerre centrée sur le réseau, arguant qu'ils sont essentiels à la réforme et à la modernisation des forces armées russes. La capacité future de mener des guerres de sixième génération ou sans contact, en utilisant le C4ISR (commandement, contrôle, communications, renseignement militaire, surveillance et reconnaissance), semble encore lointaine, mais elle est devenue

(15) Entretien avec le lieutenant-général Nikolai Ignatov, *Ekho Moskvy*, 30 juil. 2011.

(16) Roger N. McDERMOTT, «Is anybody there? Russian military command and Control», *Eurasia Daily Monitor*, vol. VIII, n° 182, 4 oct. 2011.

un principe-phare parmi les plus fervents défenseurs de la réforme. Le général Postnikov, commandant en chef des forces terrestres, a supervisé des conférences sur la guerre centrée sur le réseau, à l'Académie des armements combinés de Moscou, et souligné fortement la capacité de YeSU TZ à révolutionner la prise de décisions. Ainsi, cette innovation améliorera l'algorithme de la gestion de bataille et permettra à un commandant de brigade de transmettre ses décisions en temps réel à son commandant de bataillon, qui s'afficheront sur l'écran de son ordinateur personnel. La résolution des défauts de conception – largement liés à son manque de graphiques clairs pour l'utilisateur – a pris du temps et a donné lieu à des récriminations entre le ministère de la Défense et celui de l'Industrie de la défense. A l'automne 2010, Dmitry Kandaurov, un expert de Moscou sur le C² automatisé, a examiné certains des problèmes de conception associés à YeSU TZ dans une série d'articles pour *Nezavisimoye Voyennoye Obozreniye*, où l'auteur notait que le défi de conception crucial auquel l'industrie de la défense était confrontée résidait dans les graphiques à haute résolution du logiciel, mais replaçait ces difficultés dans le contexte plus large de l'amélioration de l'efficacité globale de C². Cependant, en août 2011, D. Kandaurov demandait si les projets existants pour l'introduction du C² automatisé allaient réellement produire de véritables améliorations (17).

On peut affirmer que le ministère russe de la Défense accorde une importance non réaliste à l'impact futur du système C² automatisé sur les forces armées. Sans personnel convenablement formé, l'amélioration ne sera que peu significative. Il ne s'agit pas uniquement d'une question de re-formation du personnel et au sein des unités; le commandement général aurait aussi besoin de développer une doctrine russe centrée sur le réseau maximisant l'interface entre le personnel et les nouvelles technologies. Si l'adoption d'approches centrées sur le réseau des opérations ou même les projets de modernisation des équipements et des armes devait réussir dans quelque mesure que ce soit, le développement d'une nouvelle culture de l'innovation chez les officiers serait nécessaire. Cela faciliterait la capacité à utiliser de nouveaux moyens et de nouvelles méthodes d'effectuer les missions. Une telle inventivité dénote une culture militaire absorbant rapidement et efficacement les nouvelles armes et les nouveaux équipements dans ses unités (18). Sans gestion adéquate de ces tâches complexes, il est fort possible que l'Etat dépense beaucoup d'argent sans profit, sinon un profit mineur, en conséquence. Cela supposerait également de résoudre un «débat» sur les

(17) Roger N. McDERMOTT, «Russian military command and control: a giant leap of faith?», *Eurasia Daily Monitor*, vol. VIII, n° 158, 16 août 2011; Dmitry KANDAUROV, «Tanks do not wash», *Zavtra*, 3 août 2011, disponible sur le site Internet www.zavtra.ru/cgi/veil/data/zavtra/11/924/print41.html; Dmitry LITOVKIN, «Defence programme failed the Internet war», 1^{er} août 2011, disponible sur le site Internet www.izvestia.ru/news/496152Izvestia.

(18) Vasily BURENOK / Aleksei KRAVCHENKO / Sergei SMIRNOV, «Direction to the network system of arming», *Vozdushno Kosmicheskaja Oborona*, mai 2009, disponible sur le site Internet www.vko.ru/Desktop-Modules/Articles/ArticlesView.aspx?tabID=320&ItemID=328&mid=2892&wversion=Staging.

effectifs qui, agitant la Russie dès avant la dissolution de l'URSS, pose la question de savoir s'il convient d'accorder la priorité aux militaires sous contrat ou de conserver un grand nombre de conscrits.

QUE FAIRE POUR LES EFFECTIFS MILITAIRES ?

L'importance excessive accordée à une réorganisation structurelle et à la technologie aux dépens du traitement des problèmes concernant l'avenir des effectifs militaires a exposé ce qui est peut-être l'une des plus grandes faiblesses de la planification de la réforme. Avant que cette dernière ne soit lancée, il n'existait aucune réflexion sérieuse sur l'opportunité d'engager uniquement des militaires sous contrat dans les nouvelles structures basées sur les brigades ou d'avoir des effectifs mixtes en conservant le service militaire ou encore sur la manière d'élever le niveau de chaque type de personnel, qui selon le commandement général était d'une médiocrité confondante. Ce débat a également infiltré d'autres aspects centraux des objectifs de la réforme : y avait-il un modèle clair de corps d'officiers réformé comme objectif ? comment faire en sorte que les officiers ne soient plus synonymes de forte corruption ? le ministère de la Défense et le commandement général conviendraient-ils d'un modèle pour le développement futur des sous-officiers ? Il est frappant que la réforme initiée en 2008 ait échoué à prendre en compte ces problèmes fondamentaux et d'autres encore, de sorte que l'incertitude sur le mélange de militaires sous contrat et de conscrits dans les brigades doive survivre aux trois premières années de la réforme, constituant un obstacle grave au niveau de préparation au combat.

Pour commencer, étant donné l'incapacité des planificateurs de la défense à Moscou à rompre le cycle des débats sur les mérites du service militaire comparés à des effectifs de militaires professionnels, on a eu de nombreux exemples d'un renversement continu des priorités dans ce domaine. Les commandants et les officiers de haut grade ont ouvertement reconnu que le niveau des conscrits était très faible, affecté par une mauvaise discipline et un bizutage (*dedovshchina*) institutionnalisé. Ce phénomène semblait rendre perplexes les dirigeants du ministère de la Défense, incapables de comprendre pourquoi il avait survécu et même grandi après la réduction de la durée du service militaire à douze mois en 2008 ; les résultats attendus n'ont jamais fait leur apparition. De même, le consensus était que le niveau des militaires sous contrat ou *kontraktniki* était tout sauf satisfaisant, reflétant le fait que nombre d'entre eux avaient été contraints de signer leur contrat et que leur unique souhait était de quitter les forces armées (19).

(19) « Medvedev opens discussion on conscription changes », 23 juil. 2010, disponible sur le site Internet kremlin.ru/news/8404 ; Valery ASTANIN, « New look soldiers », *Nezavisimoye Voyennoye Obozreniye*, 21 janv. 2011, disponible sur le site Internet nvo.ng.ru/realty/2011-01-21/3_new_face.html.

Au cours de la période 2008-2011, la «vision» ou, plus précisément, l'absence de vision sur la forme précise des effectifs «réformés» dans les nouvelles brigades connut de nombreux détours : parfois, on a évoqué, puis balayé ou nié la possibilité d'adopter une force composée intégralement de volontaires et d'abandonner le service militaire; les *kontraktniki* furent décriés pour leur insuffisance, mais aucun projet n'a été élaboré pour remédier à cette situation; les défenseurs du service militaire ont exigé le maintien d'un nombre élevé de conscrits; on a pensé augmenter l'âge maximum du service des citoyens de 27 à 30 ans, pour finir par se rendre compte que cela pourrait encourager la corruption et l'évasion. Dans un vide politique apparent, les experts militaires influents en Russie proches de la réforme ont même défendu l'idée de s'inspirer et d'adapter une variante du système des milices suisses, sans indiquer comment cela pourrait fonctionner dans la «démocratie gérée» de la Russie (20).

Ignorant le grand nombre de preuves concernant l'impact de la crise démographique en Russie sur un réservoir faiblissant de conscrits, les autorités ont également exagéré leurs déclarations sur la taille des forces armées ou sur la possibilité d'utiliser un total de 700 000 conscrits dans un système réformé. Les officiers ont pu clairement voir, à leur déplaisir, qu'avec un grand nombre de conscrits accomplissant un service de douze mois et quittant les brigades deux fois par an – puisque le processus d'appel sous les drapeaux avait lieu au printemps et en automne chaque année –, les capacités et la préparation au combat n'étaient pas très élevées.

La corruption était florissante au sein des officiers, aggravée sans aucun doute par la crainte de nombre d'entre eux de perdre leur emploi au cours des licenciements en 2008-2011. La discipline a faibli dans les unités, tandis que le *dedovshchina* battait son plein. Les déclarations du ministre de la Défense et d'autres responsables sur le «succès» de la réforme semblaient ignorer la réalité. Le colonel en retraite Vitaly Shlykov, l'un des personnages ayant œuvré avec le plus d'influence pour l'adoption des concepts et des approches des armées étrangères, a vu que le ministère de la Défense avait suivi des aspects-clefs de la réforme dans un ordre erroné et que, en conséquence, il avait sans le vouloir fait chuter le niveau de la discipline. Cette baisse dérivait de la précipitation à réduire les corps d'officiers, sans introduire de meilleurs sous-officiers professionnels, tout en diminuant le nombre de *kontraktniki* et en essayant de ramener encore plus de conscrits : le résultat fut un affaiblissement substantiel de la discipline. En septembre 2011, le général Makarov confirmait qu'en dépit de trois années de réforme

(20) Vitaliy SHLYKOV, «Conscript, contractor or citizen in the form», *Voyenno Promyshlennyy Kuryer*, 1^{er} déc. 2010, disponible sur le site Internet vpk-news.ru/articles/6964; Aleksandr BELKIN, «And still an unsolved problem. Who could protect the country from military attack : conscript or contractor?», *Voyenno Promyshlennyy Kuryer*, 10 nov. 2010, disponible sur le site Internet vpk-news.ru/articles/6919.

le commandement général était insatisfait du niveau des *kontraktniki* et des conscrits (21).

Le ministère de la Défense a réagi selon un mode prévisible de gestion de crise, annonçant diverses innovations, comme l'introduction d'une structure de police militaire visant à améliorer la discipline. Cette politique s'est également avérée sujette aux revirements et aux retards perpétuels. En outre, on ne voyait pas bien où recruter les employés honnêtes pour faire la police dans les unités; le recrutement du ministère de la Défense s'effectuait au sein des unités – les corrompus surveillant les corrompus – ou parmi les officiers réformés – les non-affectés surveillant les corrompus. Pour retarder l'initiative, le ministère a avancé qu'il fallait plus de temps pour étudier les façons de faire à l'étranger (22).

Une initiative des débuts, qui avait semblé prometteuse, prévoyait de former et d'augmenter progressivement le nombre de sous-officiers et avait pour objectif d'améliorer la formation et la discipline. Cependant, le programme de formation conçu par le ministère de la Défense pour former les sous-officiers professionnels sur deux ans et dix mois dans un centre d'élite situé à l'école VDV du Ryazan n'a attiré qu'un nombre relativement faible d'étudiants lors de son ouverture fin 2009 (254), en dépit des premiers espoirs de commencer les cours avec 2 000 étudiants. La plupart des efforts du ministère de la Défense pour élever le niveau des militaires semblaient s'avérer inefficaces (23).

Les projets de réforme des corps d'officiers ont montré leur superficialité. Aucune des mesures de la réforme ne prenait en compte de manière adéquate la question plus profonde de la corruption au sein des officiers russes. Les tentatives d'élever le niveau des officiers en offrant des incitations telles que des bonus n'avaient réussi qu'à dégager un nouveau boulevard pour la corruption des officiers, en particulier avec le système de bonus de l'ordonnance 400 de Serdyukov. Les soldats sous contrat ont pu observer certaines conséquences de l'ordonnance 400 en notant le nombre accru de voitures étrangères coûteuses en possession des officiers russes, mais pas le meilleur niveau des officiers. L'argent qui circulait autour de l'ordonnance elle-même provenait des pratiques corrompues des commandants qui gonflaient leur signalement des effectifs de leurs unités pour récolter l'argent du ministère de la Défense (24).

(21) Aleksandr TIKHONOV, «Conforming to modern realities», *Krasnaya Zvezda*, 13 sept. 2011, disponible sur le site Internet www.redstar.ru/2011/09/13_09/1_03.html; entretien avec le Général de justice Oleg Morozov, *Krasnaya Zvezda*, 9 août 2010; Aleksandr STEPANOV, «He stole, and took the blame! Beneath a dressing of the fight against corruption generals are being shunted aside from key financial flows», *Nasha Versiya*, 17 mars 2010.

(22) Viktor SOKIRKO, «The Russian army will continue to have no police», *Komsomolskaya Pravda*, 12 janv. 2011, disponible sur le site Internet www.kp.ru/daily/25619/787396/.

(23) Roger N. McDERMOTT, «Russian combat training prioritizes the individual», *Eurasia Daily Monitor*, vol. VI, n° 225, 8 déc. 2009.

(24) Aleksandr GOLTS, «Star shower», *Yezhednevnyy Zhurnal*, 21 janv. 2010.

Afin d'élever le niveau des officiers en service, le ministère de la Défense a effectivement pris des mesures pour garantir leur rotation à des postes nouveaux et les déplacer dans l'ensemble du pays, ce qui s'est avéré très impopulaire. On a également soulevé l'idée d'écrire et de convenir d'une déclaration codifiée de l'éthique des officiers. Quelques discussions ont eu lieu, le projet a provoqué un certain intérêt, mais une conférence prévue pour les officiers a été retardée et finalement sombré doucement dans l'oubli. A aucun moment au cours de la réforme, il n'y a eu de tentative de relever le système de promotion en plaçant le mérite en son centre. Conséquence des projets de licenciement des officiers, visant à atteindre 150 000 officiers ou 15 % du total des effectifs nationaux – le «un million» dont on pourrait douter –, le moral des officiers a connu une baisse compréhensible. Si l'objectif de rationaliser la gestion des forces armées était logique, la décision d'abandonner cette cible en février 2011 pour remettre le chiffre à 220 000 a confondu de nombreux observateurs. Malgré toutes les déclarations des autorités sur la mobilité et la préparation de la nouvelle structure des brigades, le nombre des officiers reste imposant par rapport au nombre de personnes engagées (25).

Curieusement, un nouveau projet de réduction drastique des effectifs dans le projet biennal, dans le cadre d'une stratégie de transition progressive vers une armée principalement de métier, semblait tout aussi mal pensé. Les nouveaux projets d'augmentation du nombre des militaires sous contrat, annoncés en juillet 2011, ont été mis en œuvre de manière assez surprenante en septembre 2011. Avec une force nationale globale comportant un million de militaires sous les drapeaux, dont 220 000 officiers en service, la cible de 425 000 soldats sous contrats et sous-officiers était censée être atteinte en 2017, cible à ce qu'on dit élaborée en partie sur le modèle des sous-officiers américains. Le commandement général estimait une capacité de recrutement de 50 000 militaires sous contrat par an, en commençant mi-2012. Néanmoins, avant le projet d'automne 2011, le gouvernement a également réduit de manière radicale l'arrivée des conscrits de 218 720 (printemps 2011) à 135 850 personnes et, bien que reconnaissant la réalité des données démographiques, il a présenté cela comme une étape vers un plus grand nombre de professionnels. Excepté le fait que les conscrits sont la principale source de recrutement des *kontraktini* et que la réduction de la conscription en tant qu'avant-signe de l'augmentation du service sous contrat semblait contradictoire, les commentateurs russes ont identifié la reconnaissance implicite d'un sous-effectif important des forces armées, un poste sur cinq étant vacant (26).

(25) Yury GAVRILOV, «The officer corps of the armed forces will reach 220 000», *Rossiyskaya Gazeta*, 4 fév. 2011, disponible sur le site Internet www.rg.ru/2011/02/04/armiya-serdyukov.html; «Increase in officers numbers will raise army's combat readiness – MP», *Interfax-AVN*, 4 fév. 2011.

(26) Sergei SMIRNOV, «Eyes on the US», 5 oct. 20^e11, disponible sur le site Internet gazeta.ru/politics/2011/10/05_a_3790702.shtml.

Il faut probablement chercher la cause de telles mesures populistes dans le moment où l'annonce a été faite : en préparation de l'élection présidentielle en mars 2012. Personne n'a demandé d'où viendrait l'argent pour financer ces grands projets, qui visaient à changer l'impopularité du service militaire dans la société russe et y associaient une promesse d'un avenir meilleur. Quoi qu'il en soit, en l'absence de changement fondamental du système de recrutement ou d'assainissement de la culture de la corruption, ces aspirations n'ont que peu de chances de succès (27).

DES CAPACITÉS ET UNE PRÉPARATION AU COMBAT MOINDRES

Il est difficile d'évaluer l'avancement de la «réforme» et de la «modernisation» dont l'achèvement est prévu en 2020, même pour ceux qui supervisent le processus. Les raisons majeures en sont des problèmes imprévus, une absence de planification claire sur l'avenir des ressources humaines ou même de mécanismes pleinement élaborés pour mesurer le niveau de l'avancement de la réforme. Une approche d'apprentissage par l'expérience ne donnera que de maigres progrès pour des problèmes politiques aussi graves. Les défis les plus profonds et les plus complexes sont encore à venir.

Concevoir de nouvelles tactiques, une nouvelle formation et une nouvelle doctrine liées à une structure de commandement revue, comprendre les implications d'un approvisionnement en haute technologie pour les effectifs, surmonter l'impopularité générale de l'armée au sein de la société russe : toutes ces tâches exigeront du temps et une politique cohérente. Le général Makarov a noté que le plus grand obstacle à la réforme est de changer la mentalité des corps d'officiers, ce qui implique non seulement de rompre l'association de la corruption aux officiers, mais aussi d'encourager les compétences de direction, l'initiative, le sens des responsabilités et la capacité à déléguer l'autorité (28). Il était plus facile de démanteler l'ancien système que de traiter les défis à long terme posés par la création de son remplacement. Le processus a été compliqué davantage encore par l'absence de consensus sur le type de guerre que ces forces sont censées mener, ce qui se répercute sur la formation, les effectifs et l'approvisionnement.

Alexei Arbatov, directeur de l'International Security Centre au World Economy and International Relations Institute, a résumé ainsi le sentiment rampant de chaos dans la dernière tentative de réforme. L'idée dominante est que la réforme a été conçue en coulisses, derrière des portes closes, sans débat d'envergure, sans impliquer des experts externes. Habituellement,

(27) Sergey KONOVALOV, «Autumn army manning shortfall», *Nezavisimoye Voyennoye Obozreniye*, 3 oct. 2011.

(28) «Russian chief of general staff discusses army reform», Rossiya TV, 29 déc. 2009.

dans ce genre de cas, il existe des comités ou des commissions qui travaillent sur des problèmes spécifiques – ici, rien de tout cela. En conséquence, lorsque des mesures drastiques ont commencé à être mises en place, il est apparu que tout n’allait pas se passer comme prévu et que la situation tournait à l’aigre; alors, on a commencé à faire des modifications au fil de l’eau, comme l’illustre l’exemple des soldats sous contrat et des officiers – mais il y en a bien d’autres de cette sorte (29).

Après avoir lancé une tentative de réforme dont on peut dire qu’elle aurait dû être faite il y a longtemps déjà, bien qu’elle ait été limitée aux unités du ministère de la Défense, le processus imprévisible a fourni d’amples opportunités de révision, d’ajustement et d’expérimentation. Ambitieux dans son échelle comme dans ses objectifs, la transformation manquait d’une stratégie de planification cohérente à long terme. En effet, non seulement la réforme a été lancée en l’absence de toute base scientifique, comme l’a noté le général Makarov en mars 2011, mais elle a également souffert du manque de stratégie unificatrice et documentée, tout autant que d’une approche par étapes pour atteindre ou mesurer les objectifs établis.

Aussi conceptuellement éclectique qu’elle était, puisqu’elle aspirait à utiliser des concepts inspirés de l’exemple des armées étrangères sans analyse méticuleuse de leur adaptation au contexte et à la culture militaire de la Russie, les «réformateurs» ont choisi de «continuer vaillamment» pour un résultat bien éloigné de ce qu’on pourrait qualifier de progrès. Malgré des relations publiques soigneusement gérées, comportant une présentation positive de la «réforme» par les dirigeants militaires et politiques, il y a peu de gens aujourd’hui dans l’armée russe qui pourraient vanter sa puissance de manière crédible, quand en réalité l’armée pourrait bien être plus faible qu’elle n’y paraît.

(29) «Russian Pundit says army reform theory not matched by practice», *Ekho Moskvy*, 7 sept. 2011.